

Virage vers le tout-répressif

Face au projet de loi instaurant le «Platzverweis», qui autoriserait la police à déloger sans-abri et toxicomanes de certains lieux, la CCDH pointe le risque de dérives et d'abus.

De notre journaliste
Christelle Brucker

A lors qu'il y a cinq ans, en pleine réforme de la police, le gouvernement était vent debout contre le principe du «Platzverweis» – cette possibilité, pour les forces de l'ordre, de faire déguerpir toute personne entravant l'accès à un bâtiment et ce, par la force si nécessaire – c'est un véritable revirement qui s'opère aujourd'hui, avec un projet de loi donnant une base légale à cette injonction d'éloignement, y compris lorsqu'il n'y a aucun danger.

Un changement de cap que la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) ne parvient pas à s'expliquer : «En 2017 et 2018, ils estimaient que ce n'était pas un outil adapté pour répondre à un problème social et que cela risquait de stigmatiser une partie de la population», rappelle Gilbert Pregno, son président. «Leurs arguments étaient alors les mêmes que les nôtres aujourd'hui. La répression n'est pas la solution.»

Selon lui, face à des tensions de plus en plus fortes au sein de la société, le gouvernement opte ici pour la solution de facilité : «Nous prônons des actions sociales en amont, en faveur des personnes démunies, mais cette piste-là prend du temps et demande des moyens, contrairement à une intervention immédiate de la police», pointe-t-il. Sans doute aussi qu'à l'approche de 2023 et de sa double échéance électorale, les autorités nationales comme communales ont tendance à plier plus facilement sous la pression des riverains qui, dans plusieurs quartiers de la capitale mais pas seu-

lement, n'en peuvent plus du sentiment d'insécurité.

Cet argument, très subjectif, est pourtant loin d'être suffisant aux yeux de la CCDH : «**On ne peut pas légitimer une mesure aussi restrictive sur les droits humains, par le seul ressenti de certains, ou la prétendue acceptation par une majorité de la population**», insiste la commission, opposant que les personnes visées, sans-abri, toxicomanes, prostituées, ont elles aussi des droits, dont celui de circuler librement.

Un risque d'application arbitraire de la loi

Sans parler du risque d'amalgame, et donc de stigmatisation, vu que le projet de loi a été présenté en 2021 dans le contexte de la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants : «Le fait d'associer régulièrement les migrants qui vivent au Luxembourg au trafic de drogue et à ses conséquences, contribue grandement au climat d'intolérance, de xénophobie et de racisme, qu'on perçoit de plus en plus», déplore Gilbert Pregno, faisant référence aux mauvais résultats de la première étude d'ampleur sur le racisme au Grand-Duché, publiée en mars dernier.

«Il y a un glissement vers davantage de propos haineux à l'égard des personnes qui ont une autre origine, une autre couleur, ou qui ne rentrent pas dans les normes. Or une forme de bienveillance et de respect doit prévaloir, peu importe les conditions de vie de ces gens», plaide-t-il, estimant que la mission de l'État est de lutter contre la pauvreté et non contre les personnes pauvres.

Surtout que des alternatives au «Platzverweis» existent, selon la

CCDH, qui cite pêle-mêle la présence et l'intervention des services d'assistance aux personnes précaires, la coopération entre acteurs de terrain, l'éclairage urbain ou encore des patrouilles policières plus fréquentes.

Car de nombreuses questions restent en suspens quant à l'application de ce texte, en l'état : «**Les modalités de l'injonction d'éloignement ne sont pas suffisamment précisées, ce qui risque de générer des difficultés en pratique**», alerte Anamarija Tunjic, juriste, alors que les interprétations divergent déjà parmi les avis des différents organes consultatifs.

«**À partir de quel moment l'accès à un bâtiment est-il entravé ou bloqué? Quand considère-t-on qu'il ne l'est plus? Ce n'est pas aux policiers d'interpréter ces termes très vagues, au risque d'engendrer des applications arbitraires, voire discriminantes de la loi**», avertit la jeune femme. Plus globalement, la CCDH s'interroge enfin face à «toutes ces mesures» révélant «une nette tendance à miser sur une approche de plus en plus répressive envers des personnes démunies», ce qui n'est pas habituel pour le Luxembourg (*lire ci-contre*).

La commission craint donc que le «Platzverweis», présenté comme un outil pour libérer certaines zones, ne soit aussi utilisé pour contrôler l'identité d'une partie de la population, voire aboutir à une expulsion du territoire. «On sent aujourd'hui une volonté d'expulser les gens qui sont en situation irrégulière. Avant, il y avait une plus grande tolérance», note Anamarija Tunjic. C'est pourquoi la CCDH demande que ces contrôles soient uniquement possibles si les contrevenants refusent de se déplacer et que l'usage de la force s'avère nécessaire.

Le ministère réagit : la prévention est «une priorité»

À la suite des attaques de la CCDH, vendredi matin, le ministère de la Sécurité intérieure n'a pas tardé à réagir, précisant dans un communiqué que «cet avant-projet de loi ne constitue aucunement un «Platzverweis» au sens commun du terme».

En effet, il s'agirait, selon les services du ministre Henri Kox, d'une mesure «visant à garantir la libre circulation de tout un chacun et à donner à la police les moyens de déplacer la ou les personnes entravant cette liberté». Ce qui n'a pas échappé à la CCDH. Or, ce sont bien les

modalités d'application du texte qui concentrent ses inquiétudes.

Sur la question de la prévention, le ministère martèle qu'il s'agit d'«une priorité» pour Henri Kox et cite une collaboration prévue avec les services sociaux pour la prise en charge des personnes vulnérables et la non-stigmatisation de celles-ci.

Enfin, il souhaite rappeler que sur les 26 mesures du catalogue adopté en octobre 2021 par cinq ministères, seules trois seraient répressives.

LE «PLATZVERWEIS»

Déjà appliqué en France et en Allemagne

Comme la France et l'Allemagne disposent déjà d'un cadre légal similaire, nous avons demandé aux membres de la CCDH comment les choses se passent chez nos voisins.

«Côté allemand, de nombreux articles parlent de l'utilisation de cette mesure dans un but plutôt touristique, tandis qu'en France, elle prend la forme d'arrêtés municipaux de la part des maires, pour contrer la mendicité dans leur ville. Souvent, des associations locales contestent et les tribunaux leur donnent raison, estimant que c'est disproportionné et trop vague», explique la juriste Anamarija Tunjic.

Elle ajoute que dans ces pays, comme au Luxembourg, ces mesures sont vues d'un œil critique. «Le gouvernement luxembourgeois est lui-même conscient qu'il s'agit d'une mesure très sensible. On le remarque dans l'exposé des motifs du projet de loi : l'accent est mis sur l'importance de garantir l'accès à certains lieux, mais pour nous, ce sont les détails qui sont importants», justifie-t-elle.

En France, plusieurs enquêtes ont, par exemple, mis en évidence des pratiques de contrôles d'identité abusives, entraînant des tensions entre la police et la population.

La loi du plus fort côté français

Gilbert Pregno se dit, quant à lui, très choqué par le traitement réservé aux «gilets jaunes» : «En France, il y a une doctrine de la confrontation, il faut mater le conflit par la violence, et instituer la loi du plus fort, quitte à utiliser des techniques guerrières», souligne-t-il.

«Tout l'inverse du Luxembourg, où on essaye toujours d'induire une désescalade, une baisse des tensions, en privilégiant le dialogue. Ce qui est plus laborieux, qui exige aussi plus de doigté, ainsi qu'une capacité à bien juger la situation», estime-t-il.

Pour lui, «il est toujours plus simple de taper sur quelqu'un plutôt que d'engager le discours», mais c'est là «une vertu que le Luxembourg doit préserver».

Kritik am geplanten Platzverweis

GESETZ Menschenrechtskommission legt Gutachten vor

Yves Greis

Die beratende Menschenrechtskommission (CCDH) übt Kritik an dem Gesetzentwurf zum Platzverweis. Dabei handelt es sich um ein sehr sensibles Thema und dementsprechend vorsichtig sollte man sein.

Beim Platzverweis (fr.: „injonction d'éloignement“, siehe auch Infobox) handelt es sich um ein Gesetz, das es der Polizei erlaubt, einer Person zu verbieten, sich an einem Ort aufzuhalten. Die Gründe dafür können verschieden sein. In Luxemburg geht es vor allem um Obdachlose, die nachts in Hauseingängen schlafen, wodurch sich die Bewohner gestört fühlen oder daran gehindert werden, das Gebäude zu betreten. Offiziell geht es um eine „garantie d'accès pour le public aux bâtiments privés et publics“.

Die Menschenrechtskommission hat jetzt ein Gutachten zu dem Gesetzentwurf vorgelegt. Gutachten anderer Institutionen wie das der Handelskammer und des Staatsrates sind bereits eingegangen. Die Kommission bezeichnet sich selber bei einer Pressekonferenz am Freitagmorgen als eine „Gewerkschaft für Leute, die diskriminiert werden“.

Die CCDH kritisiert, viele Stellen des Textes seien zu unklar und verschiedene Begriffe zu vage formuliert. Als Beispiel gibt CCDH-Juristin Anamarija Tunjic die Begriffe „blockieren“ und „behindern“ an. Es sei im Gesetz nicht genau definiert, was sie bedeuten. CCDH-Präsident Gilbert Pregno beschäftigt außerdem die Frage, was mit den Menschen passiert, die einen Ort verlassen müssen. Reicht es, wenn sie sich aus dem Hauseingang entfernen und ihr Lager einen halben Meter davon entfernt aufbauen?

Bewegungsfreiheit ist ein Menschenrecht

Unzureichend geklärt ist in den Augen der CCDH auch die Frage, ab wann die Polizei die Personalien einer Person aufnehmen kann. Dies sollte nur dann passieren, wenn es absolut notwendig sei, wünscht sich die CCDH. Die CCDH erinnert daran, dass Bewegungsfreiheit ein Menschenrecht ist. Dieses kann durch einen Platzverweis eingeschränkt werden, allerdings nur dann, wenn es verhältnismäßig ist und alle anderen Möglichkeiten versagt haben. Es müssten Maßnahmen ergriffen werden, um Missbrauch zu vermeiden.

Sollte das zunehmende subjektive Unsicherheitsgefühl ein Hintergedanke der politischen Entscheider sein, warnt die CCDH davor, dass ein Platzverweis da keine Abhilfe schaffen könne. Das subjektive Gefühl eines Teils der Bevölkerung könne keine Maßnahme rechtfertigen, die sich negativ auf die Menschenrechte auswirke.

Eine Umfrage in Bonneweg und am Bahnhofsviertel hätte 2021 nach Möglichkeiten gefragt, wie das Sicherheitsgefühl gesteigert werden könne. Dabei seien eine bessere Beleuchtung, Anwesenheit und Kooperation der sozialen Akteure und Polizeistreifen genannt worden, erinnert Tunjic.

Pregno erinnert daran, dass die betroffenen Menschen oft krank oder sozial benachteiligt seien – Drogenkranke oder Obdachlose. Es müsse ein niedrigschwelliges Angebot ausgebaut werden, um den Menschen zu helfen, fordert die CCDH. Der Platzverweis nehme den Drogenkonsumenten statt den Dealer ins Visier. Die CCDH bedauert, dass dadurch

das Stigma gegenüber diesen Personen verstärkt werde, ohne dass man sich mit den Ursachen des Problems beschäftige.

Als die Opposition und die Polizeigewerkschaft vor vier Jahren einen Platzverweis gefordert hatten, war die Regierung strikt dagegen, erinnert Tunjic. Nun habe es eine 180-Grad-Wende in der Politik der Regierung gegeben. Der Kontext, in dem die Maßnahme jetzt eingeführt werden soll, bereitet ihr Sorgen, denn sie sei als Teil eines Maßnahmenpaketes gegen die Drogenkriminalität präsentiert und als Möglichkeit vorgestellt worden, gegen Dealer und Drogenkonsumenten vorzugehen.

„Wir stellen fest, dass die Regierung immer mehr auf repressive Maßnahmen setzt und sich nicht genug auf wirtschaftliche und soziale Hintergründe des Phänomens konzentriert“, sagt sie.

Tunjic stellt fest, dass im Rahmen des gleichen Maßnahmenpakets ein Gesetz vorgelegt wurde, das zum Ziel hat, die Ausweisung von gewissen Menschen aus Drittstaaten, die sich „illegal“ in Luxemburg aufhalten, zu vereinfachen. „Wir stellen uns die Frage, ob es nicht eine Verbindung zwischen diesen Texten und ihrer Absicht gibt“, sagt sie. Es steht die Vermutung im Raum, dass der Platzverweis als Vorwand gelten könnte, die Identität von Personen zu überprüfen, um so „illegale“ Immigranten aufzuspüren.

Pregno zeigt Verständnis für Bewohner von Gebäuden, die nicht wissen, wie sie ihr Haus betreten können, weil eine Person den Eingang versperrt. „Ich wäre auch nicht froh“, sagt er. Er wirbt aber für eine menschliche Sicht und für Toleranz und Akzeptanz gegenüber anderen Menschen.

Ministerium: Es handelt sich nicht um einen Platzverweis im eigentlichen Sinn

Das von Minister Henri Kox („déli gréng“) geführte Ministerium für innere Sicherheit reagierte am Freitagnachmittag mit einer Pressemitteilung auf die Pressekonferenz der konsultativen Menschenrechtskommission. Darin betont es, dass es sich bei dem Gesetzentwurf nicht um einen Platzverweis im eigentlichen Sinne handle, sondern, Zitat: „Eine Maßnahme, die darauf abzielt, die Bewegungsfreiheit aller Menschen zu gewährleisten und der Polizei die Mittel an die Hand zu geben, die Person(en), die diese Freiheit behindert/behindern, zu entfernen.“ Diese

Maßnahme würde in Zusammenarbeit mit den Sozialdiensten erfolgen, die für eine angemessene Betreuung zuständig sind.

Das Ministerium unterstreicht außerdem, dass von den 26 Maßnahmen aus dem Maßnahmenkatalog der Regierung nur drei repressiver Natur sind. Die Prävention sei eine Priorität für den Minister und die Polizei. „Die Polizei arbeitet aktiv mit den sozialen Akteuren in den Gemeinden zusammen, um sich um gefährdete Personen zu kümmern und deren Stigmatisierung zu verhindern“, heißt es in dem Schreiben. (gr)

Risiko von Diskriminierung

Die Menschenrechtskommission hält nichts vom geplanten Platzverweis

Von Michèle Gantenbein

Der Platzverweis erlaubt es der Polizei, Personen, die den Zugang zu öffentlichen oder privaten Gebäuden blockieren oder behindern, zu entfernen – zur Not mit Gewalt. Das sehen viele kritisch: der Staatsrat, und die beratende Menschenrechtskommission.

Deren Mitglieder halten von der Maßnahme gar nichts. „Der Text ist unklar, die Formulierungen und Begriffe zu vage und wir befürchten eine große juristische Unsicherheit“, sagte der Vorsitzende der Commission consultative des droits de l'homme (CCDH), Gilbert Pregno, gestern im Menschenrechtshaus vor der Presse.

Ziel des Gesetzes sei es, die Bewegungsfreiheit der Menschen im Sinne eines Zugangs zu Gebäuden zu garantieren. Zugleich aber schränke das Gesetz die Bewegungsfreiheit anderer Menschen

ein, gibt die CCDH zu bedenken.

Der Gesetzentwurf sei auch eine Antwort auf ein Unsicherheitsgefühl. „Ein solches Gefühl ist sehr subjektiv und schwer zu evaluieren“, so Pregno. Die Juristin Anamarija Tunjic hält es für wichtig, das Sicherheitsgefühl ernstzunehmen, „aber das subjektive Sicherheitsgefühl und die Akzeptanz einer Maßnahme von einem Teil der Bevölkerung rechtfertigen keine Maßnahme, die sich restriktiv auf die Menschenrechte auswirkt“.

Sie plädierte für andere Lösungen und berief sich dabei auf eine Studie der Inspection générale de la police (IGP) zum Unsicherheitsgefühl im Wohnviertel Bonneweg und im Bahnhofsviertel, in der alternative Maßnahmen aufgelistet werden: bessere Beleuchtung, Präsenz von und Zusammenarbeit mit sozialen Akteuren, regelmäßige

Polizeipatrouillen.

Armut bekämpfen, nicht die Armen

Was der CCDH nicht gefällt, ist, „dass das Gesetz Menschen visiert, denen es ohnehin nicht gut geht“, wie Pregno meinte: Süchtige und Obdachlose. Die Problematik dieser Menschen werde mit dem Gesetz nicht gelöst. „Das Gesetz gibt den Anschein der Einfachheit und Klarheit. Komplexe Probleme aber brauchen komplexe Lösungen. Für diese Menschen brauchen wir dezentrale niederschwellige Angebote“, so Pregno. Aufgabe des Staates sei es, Armut zu bekämpfen, nicht die Armen.

Wie der Staatsrat kritisiert auch die CCDH die unklaren Begrifflichkeiten im Text: „Was bedeutet blockieren oder behindern? Und ab wann ist das nicht mehr der Fall?“, fragte Tunjic.

Aufgrund dieser Unklarheiten

bestehe das Risiko, dass das Gesetz in der Umsetzung unterschiedlich interpretiert werde, je nach Situation und Person. Die CCDH sieht das Risiko der Diskriminierung, vor allem von Menschen bestimmter Herkunft und Hautfarbe.

Identitätskontrolle

Die Menschenrechtler sehen auch die geplante Identitätskontrolle kritisch. Sie stehe in Verbindung mit anderen Gesetzesprojekten aus dem 2021 vorgestellten Maßnahmenpaket gegen die Drogenkriminalität, insbesondere mit der Reform des Immigrationgesetzes, meinte Tunjic. Diese Reform sehe vor, die Ausweisung von Bürgern aus Drittstaaten, die sich illegal im Land aufhalten, zu vereinfachen. Die CCDH ist der Ansicht, dass die Identitätskontrolle dazu dienen soll, solche Menschen ausfindig zu machen, und besteht darauf, im Text zu präzisieren, dass die Identitätskontrolle nicht generell, sondern nur im Falle einer forcierten Entfernung erfolgen dürfe.

CCDH kritisiert Platzverweis:

»Die Armut bekämpfen anstatt die Armen selbst«

Am Freitagmorgen nahm die Konsultative Menschenrechtskommission (CCDH) Stellung zum sogenannten Platzverweis, der im neuen Polizeigesetz enthalten ist. Dieser Begriff hat in diesem Fall nichts mit Mannschaftssport zu tun, sondern bezeichnet die Entfernung oder Verbannung von Obdachlosen oder Bettlern aus etwa Hauseingängen oder Einkaufspassagen und ist umstritten. In Deutschland existiert diese Praxis seit vielen Jahren, während sie hierzulande mit dem neuen Polizeigesetz ein-

geführt werden soll.

Die CCDH mit ihrem Präsidenten Gilbert Pregno kritisierte diese Maßnahme am Freitagmorgen als einen überproportionalen Eingriff in die Bewegungsfreiheit von Menschen, die ohnehin bereits mit Problemen, wie eben Armut, aber auch mit Krankheit oder sozialer Benachteiligung zu kämpfen hätten.

Wenn Menschen sich aufgrund von solchen Personen etwa in ihren Hauseingängen nicht sicher fühlten, müsse es dafür andere Lösungen geben, als eine Wegweisung.

Die CCDH bedauerte auch, daß das neue Polizeigesetz anfangs diese Maßnahme gar nicht umfaßte, jedoch nachträglich im Rahmen eines neuen Maßnahmenkataloges eingefügt wurde. Der Fokus habe darauf gelegen, Drogenhändler und ihre Kunden loswerden zu können, sei die Argumentation gewesen.

Die CCDH kritisierte in diesem Zusammenhang, daß aber vor allem auch die oben genannten Gruppen nun von der Polizei abgeräumt werden könnten, was fatal sei, auch

angesichts der jeweiligen Hintergründe der Betroffenen.

Man begrüße gleichzeitig allerdings auch alle weiteren Maßnahmen, die im Rahmen des genannten Maßnahmenkataloges im Zusammenhang mit der Drogenproblematik und –Kriminalität vorgesehen seien. Darunter ausdrücklich die Einführung einer allgemeinen Gesundheitsversorgung.

Eine solche »Abschiebungsmaßnahme« jedoch, wie sie von den Verfassern des Gesetzentwurfs, welcher im vergangenen Herbst erstmals vorgestellt worden war, vorgeschlagen werde, werfe eine ganze Reihe von Fragen auf im Zusammenhang mit der Einhaltung verschiedener Grundrechte, die auf internationaler Ebene garantiert sind.

Eine Reihe von juristischen Unklarheiten im Text würde darüber hinaus für weitere Verwirrung sorgen, hieß es.

CK

Platzverweis im öffentlichen Raum

„Pseudomaßnahme“ mit viel Rechtsunsicherheit

Nach jahrelanger politischer Ablehnung hat die Regierung nun einen Gesetzesvorschlag für die Etablierung eines neuen polizeirechtlichen Instrumentes eingebracht. Doch die Vorlage rund um den sogenannten „Platzverweis“ sorgt für Rechtsunsicherheit und einige Diskussionen.

Text: Ingo Zwank

Vor fast genau sieben Jahren, im August 2015, war es der Präsident der „Union commerciale de la Ville de Luxembourg“, Guill Kaempff, der ein Instrument forderte, das es der Polizei ermögliche, gegen jemanden vorzugehen, der auf öffentlichen Plätzen wie in der Fußgängerzone oder vor Geschäften aktiv bettelt oder Passanten bedrängt, gab es doch 2014 knapp 45 diesbezügliche Beschwerden.

Schon seit Jahren wird auf dem Luxemburger Polit-Parkett um den sogenannten Platzverweis gerungen. Bei der Reform des Polizeigesetzes in den Jahren 2017 und 2018 fand die Maßnahme aber keine Zustimmung. „Ein Platzverweis könnte in der Folge dazu gebraucht und missbraucht werden, um die demokratischen Rechte auch anderer Bürger und Organisationen infrage zu stellen“, gab der damalige Minister für Innere Sicherheit Etienne Schneider zu bedenken. Bedenken, die in Deutschland, Frankreich oder auch der Schweiz scheinbar nicht bestehen, da hier ein Platzverweis als „mesure d'éloignement“ im Sinne der öffentlichen Ordnung und Sicherheit verankert ist.

180-Grad-Drehung der Regierung

„Nun liegt scheinbar ein Sinneswandel bei der Luxemburger Regierung vor“, wundert sich Anamarija Tunjic, Juristin bei der „Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH)“. Denn am 8. November 2021 legte Minister Henri Kox den Gesetzentwurf 7909 mit zwei Ergänzungsartikeln vor, der besagten „Platzverweis“ zum Inhalt hat und „einer 180-Grad-Drehung gleichkommt“, stellt Tunjic fest – mit deutlichem Nachteil im Hinblick auf die Menschenrechte.

Gemäß Artikel 1 kann die Polizei eine Person zur Räumung einer Örtlichkeit auffordern, wenn „diese den öffentlich zugänglichen Ein- oder Ausgang eines öffentlichen oder

privaten Gebäudes in einer Weise behindert oder blockiert, dass die Bewegungsfreiheit anderer beeinträchtigt wird“. Minister Kox präziserte im Nachgang schriftlich, dass es sich hierbei keineswegs um einen Platzverweis im landläufigen Sinne handele, „sondern um eine Maßnahme, die darauf abzielt, die Bewegungsfreiheit aller Menschen zu gewährleisten und der Polizei die Mittel an die Hand zu geben, die Person oder Personen, die diese

Freiheit behindert oder behindern, zu entfernen.“ Hierzu darf, als letztes Mittel, auch Gewalt angewendet werden.

„Auf den ersten Blick geht es also um die Bewegungsfreiheit anderer“, kommentiert die CCDH-Juristin die Vorlage. Der Gesetzentwurf greife damit „auf das subjektive Gefühl der Unsicherheit zurück, was ein Teil der Bürger in bestimmten Vierteln der Stadt Luxemburg empfindet. Doch fragen wir uns, ob die Regierung die Angemessenheit dieser Maßnahme oder gar das Risiko einer Stigmatisierung analysiert hat? Und falls ja, zu welchen Ergebnissen diese Analyse kam?“, so Tunjic weiter, die bedauert, dass keine Erklärungen hierzu geliefert werden. Daher führt die Juristin vor allem die Notwendigkeit und Verhältnismäßigkeit der Maßnahme ins Feld. Ob dieses „Sicherheitsgefühl“ eine solche Maßnahme mit einschränkender Auswirkung auf die Menschenrechte legitimiere, sei doch recht fragwürdig. Denn vor Jahren war genau dies das Argument zur Ablehnung einer solchen polizeirechtlichen Maßnahme gegenüber Obdachlosen oder auch Bettlern. Es sei kein geeignetes Instrument zur Bewältigung eines sozialen Problems und würde nichts anderes als eine Verlagerung des Problems und die Stigmatisierung einer Bevölkerungsgruppe bewirken, führt Tunjic aus. Eher sollte die Regierung auf allgemeinere Präventivmaßnahmen wie Information und Sensibilisierung der Bevölkerung setzen.

Überprüfung nach zwei Jahren

Dass die Maßnahme in Zusammenarbeit mit den Sozialdiensten erfolgen soll, sei hingegen begrüßenswert, sagt Tunjic. Insgesamt gebe es aber noch viel zu viel Interpretationsspielraum und „damit zu viel Rechtsunsicherheit“, so Tunjic.

Auch der Gemeinde- und Städteverband Syvicol lobt dieses angedachte Vorgehen zusammen mit den Sozialdiensten. Der Verband hatte sich am 23. Dezember 2021 der Gesetzesvorlage angenommen. „Zuerst muss man ja festhalten, dass es hier nicht um den Platzverweis in dem Sinne geht, wie er einmal angedacht war“, sagt Syvicol-Präsident Emile Eicher in Übereinstimmung mit der ministeriellen Auslegung. Die Maßnahme sei doch sehr eingengt und nur auf spezielle Bereiche ausgelegt worden. Der Verbandspräsident unterstreicht, dass man den Vorschlag entsprechend tragen könne, auch wenn ohne den Charakter der strafbaren Handlung eine abschreckende Wirkung der geplanten Maßnahme wohl nicht erreicht werde. Vor allem müsse den Menschen aber mit einer sozialen Assistenz geholfen wird, so Eicher, der ergänzt, dass man bei dem neuen Instrument nicht umhinkomme, die Wirksamkeit nach spätestens zwei Jahren entsprechend zu bewerten.

Den Aspekt der Rechtsunsicherheit stellt die „Chambre des fonctionnaires et employés publics“ (CHFEP) an den Anfang ihrer Stellungnahme. Während der Begriff „blockieren“ noch eindeutig erscheine, müsste der Terminus „behindern“ doch klar definiert werden. Es sei schließlich denkbar, dass der Eingang zu einer Einkaufspassage, die mehr als zehn Meter breit ist, durch eine am Boden liegende Person behindert wird, ohne dass der Zugang dadurch vollständig blockiert wird, da sich die Öffentlichkeit immer noch auf einem freien Durchgang von acht Metern bewegen kann. Ob hier nun eine Behinderung vorliegt, die durch Entfernung der Person (mit Gewalt als letztem Mittel) gerechtfertigt sei, wäre doch recht fraglich – und „schlussendlich eine Definitionssache, ob hier überhaupt eine Behinderung vorliegt“, erläutert Marco Richard, 1. Vizepräsident der Polizeigewerkschaft SNPGL und „membre effectif“

der CHFEP.

Recht kritisch betrachten CHFEP und SNPGL so auch die Stellungnahme des Staatsrates, der in keiner Weise die vorliegenden Bedenken der Berufskammern aufgreift, wie es Richard kommentiert. Dabei verkennt die hohe Körperschaft zwar nicht, dass die Anwendung von Gewalt zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit hier ein durchaus „heikles Thema“ sei, da der angewandte physische Zwang sich als ein größerer Eingriff in die individuellen Rechte erweisen könnte als die Maßnahme der öffentlichen Sicherheit.

Rechtsbegriffe klar definieren

Der Staatsrat, der auch auf Nachfrage hin keine ergänzenden Stellungnahmen zu seinen Gutachten abgibt, weist diese Bewertung des Ermessensspielraums

daher dem Gesetzgeber zu. Gerade in diesem Zusammenhang sei eine „autorité de police“ sinnvoll und notwendig, hält SNPGL-Vizepräsident Richard entgegen. Denn je nach Situation sollte sie es sein, die den Polizeikräften eine Anwendung von Gewalt anordnen oder verbieten kann. Sonst könnte die Beurteilung der Situation und die Entscheidung über eine Verweisung zu unterschiedlichen Beurteilungen führen, was wiederum Ungerechtigkeiten zur Folge haben könnte – „wie bei der Schließung eines Lokals, wo ebenfalls eine Autorität wie der Bürgermeister diese anordnen muss.“

Eine Übertragung der Befugnis auf die Polizei und nicht auf die Gemeinde wird aber vom Staatsrat unterstützt, da sonst eine „zersplitterte“ Regelung auf dem Staatsgebiet zu befürchten sei und das Problem der Beziehungen zwischen dem Bürgermeister und der Polizei oder

die Frage der Befugnisse der Gemeindebeamten aufgeworfen werden könnte.

„Hier wird die subjektive Lagebewertung und damit die Verantwortung dem jeweiligen Polizisten vor Ort übertragen – einen schwarzen Peter haben am Ende die Beamten“, kommentiert Richard auch vor dem Hintergrund, dass nach einer Rechtsordnung in der Hauptstadt ein „polizeiliches Entfernen einer Person aus einem Eingangsbereich“ die Einschaltung der Staatsanwaltschaft zur Folge hat. „Dies ist damit strafbar – und kollidiert mit der nun vorliegenden Gesetzesvorlage.“ Die Polizeigewerkschaft SNPGL spricht daher von „geplanten Pseudomaßnahmen, die vor Ort rein gar nichts bringen“ – weshalb den Polizisten auch der Rat mitgegeben wird, in fraglichen Fällen auf Gewalt zu verzichten, „da es nur zu Problemen kommen kann“, so Richard.

*„Nun liegt scheinbar
ein Sinneswandel bei der
Luxemburger Regierung vor!“*

*CCDH-Juristin Anamarija Tunjic über
die Gesetzesvorlage zum „Platzverweis“*

THEMA

POLIZEILICHER PLATZVERWEIS

Stigma und Rechts- unsicherheit

Tessie Jakobs

Könnte es sein, dass dieses Gesetz nur Symbolpolitik ist, mit welcher eine bestimmte Wählerschaft angesprochen werden soll?

Mit der Ausweitung des Platzverweises gibt die Regierung dem Druck von rechts nach. Völlig zufrieden ist aber niemand.

„Der Platzverweis ist Quatsch.“ Mit diesem Satz wurde im August 2018 der damalige Minister für innere Sicherheit, Etienne Schneider (LSAP), vom Télécran zitiert. Der Minister war gefragt worden, weshalb der von der CSV geforderte Platzverweis nicht eingeführt worden war. Gemeint ist damit die polizeiliche Befugnis, Menschen auf befristete Zeit eines bestimmten Ortes zu verweisen. Als „komplett überbewertet“ bezeichnete Schneider diese Maßnahme dem Télécran gegenüber und verwies auf die luxemburgische Verfassung, lauterer „jeder in diesem Land sich frei bewegen kann“.

Was Schneider nicht abstritt, war, dass Luxemburg bereits über eine Art Platzverweis verfügt. Allerdings beschränkt sich dieser auf von der Polizei ausgerufene Sonderzonen, die eine Gefahrenlage voraussetzen, sowie auf öffentliche Transportmittel: Wer einer Ermahnung des Personals nicht Folge leistet, kann mit einem maximal einjährigen Verweis aus Bus, Tram und Zug bestraft werden.

Weiter wollte die Regierung bisher nicht gehen, das Konzept eines Platzverweises floss demnach auch nicht in die Polizeireform von 2017 und 2018 ein. Dabei hatte die CSV nichts unversucht gelassen; eine von ihr im Februar 2017 vorgeschlagene Motion wurde jedoch abgelehnt. Es ging da-

bei um die Möglichkeit, Bettler*innen aus den Einkaufsstraßen zu verweisen. Sie schäme sich, überhaupt über eine solche Forderung diskutieren zu müssen, sagte Vivianne Loschetter (Déi Gréng) damals im Plenum, habe sie doch einzig die Stigmatisierung einer bestimmten Personengruppe zum Ziel. Einzig die ADR sprach sich ebenfalls für einen Platzverweis aus.

Knapp vier Jahre später ist alles anders: Ein 2021 deponierter Gesetzesentwurf, der den Platzverweis ausweiten soll, befindet sich auf dem Instanzenweg. Die von Etienne Schneider verteidigte Bewegungsfreiheit zu respektieren, ist der Regierung nach wie vor wichtig: „Le texte proposé est par conséquent plus respectueux des libertés fondamentales par la création d'un contexte clair qui exclut l'arbitraire. La mesure respecte la proportionnalité, même si elle restreint la liberté de circuler des uns, elle le fait de la façon la moins intrusive possible afin de garantir les libertés de circuler des autres.“

180-Grad-Wende

Während die einen von einem „Platzverweis light“ sprechen, zieht der aktuelle Minister für innere Sicherheit, Henri Kox (Déi Gréng) die Formulierung „garantie d'accès“ vor: Demnach ginge es der Regierung nicht darum, Obdachlose und Drogendealer*innen zu vertreiben, sondern darum, den Zugang zu öffentlichen und privaten Gebäuden si-

cherzustellen. „Lorsqu'une personne entrave ou bloque l'entrée ou la sortie accessible au public d'un bâtiment public ou privé de sorte à entraver la liberté de circuler d'autrui, la Police peut rappeler à l'ordre la personne de désentraver ou débloquent les lieux“, so der Wortlaut des Gesetzentwurfs. Falls die betroffene Person nicht reagiert, können die Beamt*innen ihr befehlen, den Ort zu verlassen. Notfalls können sie dazu auch zu Gewalt greifen.

Völlig überraschend ist dieser Gesetzesvorschlag nicht. Zwar hatte die DP ihre Pro-Platzverweis-Position innerhalb der Koalition aufgegeben, einzelne Parteimitglieder, allen voran die hauptstädtische Bürgermeisterin Lydie Polfer, sprachen sich jedoch weiterhin dafür aus. Auch die Polizeigewerkschaft SNPGL gehört zu den lautstarken Verfechter*innen dieser Maßnahme. Sie sehen den Platzverweis als Präventionsmaßnahme: So könne die Polizei einschreiten, noch bevor es zu einer Straftat komme.

In den vergangenen Jahren wurde der Druck auf die Regierung immer größer - ein hausgemachtes Problem: Statt auf die von den „Garer“ Anwohner*innen beklagte Sicherheitsabnahme mit sozialen Maßnahmen und Sensibilisierung zu reagieren, setzten die politischen Verantwortlichen vor allem auf Repression. Zwar zeigte das im Oktober 2021 vorgestellte Maßnahmenpaket zur Bekämpfung der Drogenkriminalität, dass man aus vergangenen Fehlern gelernt hatte, dieses sah jedoch neben vielen sozialen Maßnahmen auch eine verstärkte Kameraüberwachung und Polizeipräsenz sowie eine Ausweitung des Platzverweises vor.

Mehr Kritik als Lob

Mit diesem Gesetz kommt die Regierung einer Forderung der SNPGL nach: Ein Platzverweis ist auch dann möglich, wenn keine akute Gefahr besteht. Dass sich das Gesetz auf Eingänge beschränkt, ist der Gewerkschaft jedoch ein Dorn im Auge. Ein „halber Platzverweis“, wie sie ihn nennt, erhöhe lediglich den Arbeitsaufwand der Polizei, ohne aber das eigentliche Problem zu beheben.

Auch der Stater Geschäftsverband

ist skeptisch. Dem Luxemburger Wort gegenüber erklärte dessen Präsidentin Mireille Rahmé-Bley im Dezember 2021, dass sich das Problem damit nur verlagere. Die betroffenen Personen säßen dann zwar nicht mehr vor Eingangstüren, sie seien jedoch nicht daran gehindert, sich vor Schaufenstern niederzulassen. „Und das könnte dann dazu führen, dass die Kunden das Geschäft meiden, weil sie sich eventuell nicht trauen, das Schaufenster zu begutachten“, so die Befürchtung von Rahmé-Bley.

Kritik äußerte auch der Staatsrat in einem im April veröffentlichten Gutachten. Die Formulierung „accessible au public“ widerspreche dem Umstand, dass sich das Gesetz auch auf Privatgebäude beziehe. Zudem warf der Staatsrat die Frage auf, weshalb sich im Gesetz auf Eingänge zu Gebäuden beschränkt werde und nicht etwa auch Parkeingänge mit einbezogen würden. Entsprechende Nachbesserungen am Text sind bereits vorgesehen.

Weniger wahrscheinlich ist dagegen, dass der Kritik der konsultativen Menschenrechtskommission Rechnung (CCDH) getragen wird. Diese hatte vor zwei Wochen die Existenzberechtigung des Gesetzes als solches

in Frage gestellt: „La CCDH regrette que cette mesure renforce les stigmas envers ces personnes sans permettre d'apporter des réponses au fond du problème : la précarité sociale et financière de ces personnes.“ Die Besänftigung eines subjektiven Unsicherheitsgefühls stelle keine Legitimierung für Menschenrechtsbeschneidungen dar, argumentiert die Kommission. Sie äußert die Befürchtung, dass dieses Gesetz den Weg für Maßnahmen ebnen könnte, die einen noch größeren Eingriff in die Bewegungsfreiheit hätten. „Dans ce contexte, il échet de rappeler qu'il faut lutter contre la pauvreté et non pas contre les personnes pauvres.“

Minister Kox, der noch im Mai RTL Radio gegenüber unterstrich, wie wichtig es ihm sei, das Gutachten der CCDH abzuwarten, reagierte mit Unverständnis auf deren Kritik. So als habe die CCDH das Vorhaben falsch verstanden, erklärte das Ministerium für innere Sicherheit in einer offiziellen Reaktion: „Il convient néanmoins de préciser que cet avant-projet de loi ne constitue aucunement un ‚Platzverweis‘ au sens commun du terme, mais une mesure visant à garantir la libre circulation de tout un chacun et à donner à la police les moyens de

déplacer la ou les personnes entravant cette liberté.“

Weitaus zufriedener zeigte sich der Gemeinde- und Städteverband Syvicol. In seinem Gutachten äußerte der Verband allerdings Zweifel daran, ob das Gesetz in seiner jetzigen Form über die nötige Abschreckwirkung verfüge. Sie hinterfragte zudem, ob eine Person den Zugang zu einem Gebäude tatsächlich behindern müsse, denn: „la gêne pour l'utilisateur peut être réelle sans nécessairement que l'accès au bâtiment soit compromis“. In eine ähnliche Richtung geht die Reaktion der Chambre des fonctionnaires et employés publics (CHFEP), die die Frage aufwirft, ab wann ein Eingangsbereich als blockiert gelte.

Vieles wird demnach der Interpretation der zuständigen Beamt*innen überlassen.

Generell stellt sich die Frage, wie oft es vorkommt, dass jemand so vor einem Eingang liegt, dass das Gebäude tatsächlich unbetretbar wird. Greift das Gesetz auch dann, wenn nur einer von zahlreichen Eingängen zu einem Gebäude behindert wird? Könnte es am Ende sogar sein, dass dieses Gesetz nur Symbolpolitik ist, mit welcher eine bestimmte Wählerschaft angesprochen werden soll?

CCDH fënnt "Platzverweis" net proportionell an néideg, Minister erkläert sech

Vu(m) Fanny Kinsch (Radio)|Update: 03.06.2022 17:33



© RTL-Archiv

"Et ass wichteg, géint d'Aarmut ze kämpfen, net géint déi aarm Leit", sou den CCDH-President Gilbert Pregno iwwer de Gesetzesprojet fir de "Platzverweis".

Mam "Platzverweis" soll et an Zukunft fir Poliziste méiglech ginn, eng Persoun aus der Entrée vun enger Wunneng oder engem Commerce fort ze huelen. Dat wier e staarken Agrëff an d'Beweeungsfreiheet, dee Leit viséiere géing, déi krank sinn, grav sozial Problemer hunn an an Aarmut liewen. Et géing sech d'Fro stellen, ob d'Mesure proportionell an néideg wier. D'CCDH géing verstoen, datt d'Leit sech net sécher géinge fillen, ma dofir missten et aner Léisunge ginn.

Ier d'Police misst agräifen, sollt d'éischt op d'Sozialaarbecht, d'Gesondheetswiesen oder nach d'Psychiatrie gesat ginn. Zweek Punkte maachen der Mënscherechtskommissioun besonnesch Suergen, sou d'Juristin Anamarija Tunjic: d'Kontroll vun der Identitéit an den Asaz vu Gewalt.

"D'Police kann eng Persoun, déi d'Konditiounen vun der Dispositioun erfëllt opfuerderen, sech ze deplacéieren, a wann dat net geschitt, kann d'Police hir an enger zweeter Phas dat befeelen a falls d'Persoun dann nach ëmmer refuséiert, da ka se mat Force geréckelt ginn. Dat heescht physisch deplacéiert ginn. Mir gesinn dat immens kritesch, mir werfen engersäits d'Fro op, ob dat wierklech néideg a proportionell an dësem Kontext ass, wou eng Persoun jo am Fong geholl net aggressiv oder gewalttätig ass."

Besser wier et zu deem Zäitpunkt déi sozial Acteure mat anzubannen. Am Gesetz ass da virgesinn, datt d'Police eng Identitéitskontroll maache kann. Allerdéngs wier net präziséiert, ob dat schonn an der éischter, an der zweeter oder eréischt an der leschter Phas ka geschéien.

"Mir sinn der Meenung, dass dat nëmme am leschte Fall soll virgesi sinn a mir insistéieren drop, dass dat am Gesetzesprojet präziséiert gëtt."

Dat virun allem, wann een och déi aner Projeten aus dem Mesurëpak vun der Regierung géing kucken.

"Notamment am Beräich vun der Immigratioun, do ass virun e puer Méint de Gesetzesprojet deposéiert ginn, deen als Zil huet d'Ausweisung vu gewëssene Bierger aus Drëttstaaten, déi hei illegal am Land sinn, ze vereinfachen. Mir stellen eis Froen, ob do net e Lien besteet tëschent deene verschiddenen Texter", esou d'Juristin Anamarija Tunji.

D'Mënscherechtskommissioun freet sech, ob duerno mam "Platzverweis"-Gesetz systematesch d'Identitéit vun de concernéierte Persounen soll kontrolléiert ginn, fir se dann net nëmme vun där Plaz, ma aus dem Land fort ze schécken.

Den "Platzverweis" géing kloer d'Consommateure vun Droge viséieren an net d'Drogendealer, esou d'Anamarija Tunji vun der Mënscherechtskommissioun. Donieft géingen et am Gesetzestext eng Rei onprezis Formulatiounen ginn, déi zu juristeschen Onsécherheete féiere kéinten.

"Et ginn eng ganz Rei Begrënnungen, déi oft benotzt ginn, souwuel hei wéi och am Ausland, fir de Platzverweis ze rechtfäerdeg, wéi zum Beispill d'Erscheinungsbild vun enger Stad an hir Attraktivitéit fir d'Touristen, den Ordre public oder ebe virun allem d'Sécherheetsgefill. De Besoin no Sécherheet däerf een och net ignoréieren an et soll een dat eescht huelen, mee et ass awer fir eis wichteg z'ënnersträichen, dass dat sougenannt subjektivt Sécherheetsgefill an d'Akzeptanz vun enger Mesure vun engem

Deel vun der Bevëlkerung net kann eng Mesure justifiéieren, déi sech restriktiv op d'Mënscherechter auswierkt."

D'Mesure wier domat begrënnt, dass een d'Recht op Beweegungsfräiheet vun der Persoun, där hir Entrée blockéiert ass, garantéiere wéilt. D'CCDH géing begréissen, dass de Ministère an deem Beräich vun de Mënscherechter sensibiliséiert wier, esou d'Anamarija Tunjic. Nawell hätten déi Leit, déi vun der Mesure viséiert sinn, och e Recht op Beweegungsfräiheet, dat heimat ageschränkt gëtt.

D'Anamarija Tunjic, Juristin bei der Mënscherechtskommissioun, huet och drop opmierksam gemaach, dass d'Regierung bei der Reform vum Policegesetz nach kloer géint en "Platzverweis" war - elo hätt se eng 180-Grad-Wendung gemaach.

De Kontext, an deem dëse Gesetzesprojet presentéiert ginn ass, fanne mer och immens beonrouegend, a mir maachen eis och Suergen, wann et drëms geet, wéi eng Leit, wéi eng Zilgrupp haaptsächlech riskéiert, dovunner betraff ze ginn. De Gesetzesprojet ass am Hierscht d'lescht Joer als Deel vun engem Katalog vu Mesuren, fir d'Drogekriminalitéit hei zu Lëtzebuerg unzegoen, presentéiert ginn, an als wichtige Moyen duergestallt ginn, fir géint Drogendealer a Consommateure virzegoen. Mir stellen och am Generelle fest, dass d'Regierung ëmmer méi op repressiv Mesuren an deem Beräich setzt a sech net genuch fokusséiert op déi ekonomesch a sozial Hannergrënn vun dësem Phenomen."

De Ministère fir bannezeg Sécherheet reagiert an engem Schreiwes

Wéi et e Freideg den Owend aus dem Ministère heescht, wier den Avant-projet de loi iwwee d'Garantie d'accès kee "Platzverweis" am classesche Sënn, mee et géing virun allem dorëm goen "déi fräi Zirkulatioun" ze garantéieren an der Police d'Méiglechkeet ze ginn, Leit ze deplacéieren, déi dës aschränke géingen. D'Police géif an deem Ament och enk mat de Soziale Servicer zesummeschaffen.

Am Mesurëpak, an deem just dräi Mesurë repressiv wieren, géing ee wäert op eng "holistesche Approche" nom Prinzip vun der gedeelter Responsabilitéit leen.

De Communiqué

Réaction du ministère de la Sécurité intérieure suite à l'avis du CCDH concernant l'avant-projet de loi sur la d'accès (03.06.2022)

Communiqué par : ministère de la Sécurité intérieure

Suite à la conférence de presse de la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) de ce jour sur la loi sur la garantie d'accès, le ministère de la Sécurité intérieure souhaite réagir et apporter quelques précisions.

Avant tout, le ministère remercie la CCDH pour son avis dans ce dossier sensible et comprend sa position.

Il convient néanmoins de préciser que cet avant-projet de loi ne constitue aucunement un «Platzverweis» au sens du terme, mais une mesure visant à garantir la libre circulation de tout un chacun et à donner à la police les moyens de déplacer la ou les personnes entravant cette liberté. Cette mesure se ferait en collaboration avec les services sociaux chargés d'assurer une prise en charge adéquate.

Le catalogue de mesures adopté en octobre 2021 par 5 ministères, contient actuellement 26 mesures. Seules 3 sont répressives. La prévention constitue d'ailleurs une priorité du ministre et de la police grand-ducale. La police travaille en collaboration active avec les acteurs sociaux des communes pour prendre en charge les personnes vulnérables et éviter la stigmatisation de celles-ci.

Comme annoncé en 2021, des réunions régionales d'information auront lieu au mois de juillet prochain dans les régions de la police pour présenter aux communes les différents moyens et outils que propose le paquet.

L'objectif est notamment de renforcer la collaboration avec les autorités locales, dans une approche holistique et le principe de responsabilité partagée.

Links

- [Extrait Anamarija Tunjic](#)

Luxemburgo

Criminalizar a miséria? Projeto de lei quer retirar sem-abrigo das entradas dos prédios

[Ana TOMÁS](#)

Mas também os mendigos, toxicodependentes ou os migrantes. "É importante lembrar que temos de combater a pobreza e não os pobres", alerta a Comissão Consultiva dos Direitos Humanos.

A proposta de alteração ainda está em discussão na Comissão de Segurança mas já está a gerar críticas por parte de diversos organismos, sobretudo no que respeita às questões dos direitos humanos de segmentos da população mais pobres e especialmente vulneráveis, como os sem-abrigo e mendigos, os toxicodependentes ou os migrantes.

Os "Platzverweis", as formas que a polícia tem para retirar as pessoas de determinados de zonas de entrada ou circulação de edifícios e as condições que as regem, e que serão determinadas pelo projeto de Lei 7909, estiveram em discussão na semana passada na Comissão de Segurança Interna, no Parlamento.

Em causa estão, por exemplo, os sem-abrigo que, por vezes, se instalam para dormir no *hall* de entrada de edifícios, impedindo o movimento de outras pessoas.

O projeto de lei, que pretende introduzir alterações à lei de 18 de julho de 2018 da polícia gradual, prevê, por exemplo, que caso a pessoa que está a obstruir o acesso a um espaço não cumpra a chamada para o não fazer, a polícia pode ordenar que ela deixe o local. Se a pessoa se recusar a cumprir imediatamente a ordem dada, poderá ser removida, se necessário pela força. Em caso de afastamento pela força, o projeto de lei prevê que o agente da polícia ou da polícia administrativa elabore um relatório onde conste que interveio e afastou a pessoa. O documento deve mencionar o nome do agente, as razões do uso da força, assim como o local, a data do início e do fim da intervenção.

Além disso, deve proceder à identificação da pessoa que foi afastada, com o seu nome e apelido e data de nascimento. O relatório será posteriormente enviado ao ministro e ao presidente da câmara competente e uma cópia será entregue à pessoa visada, segundo explica o documento de 22 de junho, que contém já algumas alterações adotadas pela comissão. Na opinião do Conselho de Estado, mas também de outros organismos, como a Comissão Consultiva dos Direitos Humanos (CCDH) do Luxemburgo, esta lei poderá tornar arbitrária a atuação da polícia.



[Quando o albergue de inverno fecha e os sem-abrigo têm de voltar às ruas](#)

Num parecer de 10 páginas, a CCDH acompanha as preocupações transmitidas pelo Câmara dos Funcionários e Empregados Públicos, que consideram que "certos termos do artigo 5a levantam questões de interpretação".

"Coloca-se a questão de como os termos "obstruir" e "bloquear" devem ser "interpretados pela polícia e pelo sistema judicial", refere o parecer, avisando que as terminologias podem levar "a diferentes interpretações" e questionando se esta formulação "é suficientemente clara e precisa para assegurar uma aplicação correta na prática" da lei. "A CCDH sublinha que é importante evitar qualquer questão de interpretação e incerteza jurídica e, por conseguinte, convida os autores do presente projeto de lei a fornecerem explicações adicionais".

Nas alterações de 22 de junho ao projeto de lei, cujo autor é o ministro da Segurança Interna, Henri Kox, e cuja primeira apresentação foi feita em novembro de 2021, foi acolhida uma emenda relativa a esses termos - bloquear e obstruir. "A Comissão tem em conta a observação do Conselho de Estado, que se interroga, no seu parecer de 26 de abril de 2022, 'por que razões deve ser feita uma distinção entre obstrução e bloqueio. O bloqueio constitui claramente um obstáculo".

Assim, da redação dessa parte do artigo objeto de alteração eliminou-se a distinção ficando apenas: "Quando uma pessoa obstrui a entrada ou saída acessível ao público de um edifício público ou privado, de modo a impedir a liberdade de circulação de outros, a polícia pode ordenar à pessoa que se retire".

Direitos humanos em risco

Há, contudo, muitas outras questões que se colocam, como a da própria liberdade de circulação, e que podem significar vários riscos de violação dos direitos humanos, como aponta a CCDH no seu parecer. Anamarija Tunjic, jurista deste organismo consultivo e autora do parecer, explica ao Contacto o que pode estar em causa.

"É importante lembrar que temos de combater a pobreza e não os pobres."

Anamarija Tunjic, jurista do CCDH

"O projeto de lei nº 7909 quer dar à polícia o poder de remover uma pessoa que bloqueie ou obstrua a entrada ou saída de edifícios privados ou públicos acessíveis ao público. A CCDH considera que esta é uma medida repressiva que restringe os direitos fundamentais das pessoas por ela visadas e que só pode ser proporcional e necessária se não houver outras medidas menos invasivas e se for eficaz", começa por dizer.

Remetendo para o parecer sobre o projeto de lei, a jurista lembra também que "se a aplicação prática desta medida não for suficientemente precisa, existe o risco de ser aplicada de forma arbitrária e diferente", dependendo da avaliação do agente que for chamado, "o que também inclui um risco de discriminação e potenciais abusos".

"Não é claro se a medida se aplicará apenas a situações em que as pessoas estejam efetivamente a bloquear uma porta ou entrada, ou se também será possível mover pessoas que estão meramente sentadas perto e que são consideradas como sendo um 'aborrecimento"', exemplifica.

A CCDH questiona, por isso, se o governo se considerou e ponderou "suficientemente os vários direitos e outros valores envolvidos neste projeto de lei, nomeadamente "a criação de uma sociedade inclusiva que respeite a dignidade de cada pessoa e tenha em conta os princípios de não discriminação e não estigmatização de pessoas vulneráveis".

Alteração da lei pode afetar de forma significativa os mendigos



Luxemburgo. Um país rico, desigual e cheio de pessoas pobres

Entre estas destacam-se grupos como os sem-abrigo que procuram muitas vezes entradas de edifícios para procurar abrigo e pernoitar. O parecer da CCDH admite que é provável que esta alteração da lei afete de forma significativa os mendigos, em particular, aumentando ainda mais o estigma sobre os mais pobres.

Anamarija Tunjic reforça a ideia, avisando que "esta medida terá um grande impacto sobre os mais vulneráveis da nossa sociedade: sem abrigo, mendigos e toxicodependentes".

"É importante lembrar que temos de combater a pobreza e não os pobres", sublinha, acrescentando que a Comissão Consultiva dos Direitos Humanos "lamenta que esta medida reforce o estigma para com as pessoas por ela visadas, sem dar respostas para a raiz do problema: a precariedade social e financeira destas pessoas".

O recurso à força policial para situações que podem apenas ser de recusa sem que haja manifestação de violência é outro dos pontos que merece a crítica da organização de defesa dos direitos humanos.

"Segundo o projeto de lei, não há necessidade de a pessoa ser violenta ou perigosa para ser removida pela polícia, se necessário, pela força. Também não está especificado no projeto de lei ao abrigo de que condições e modalidades é que a polícia pode aplicar a força nesta situação. Assim, consideramos que a opção do afastamento forçado pela polícia levanta sérias questões de necessidade e proporcionalidade e convidamos o governo a reavaliar esta questão", reitera Anamarija Tunjic ao Contacto.

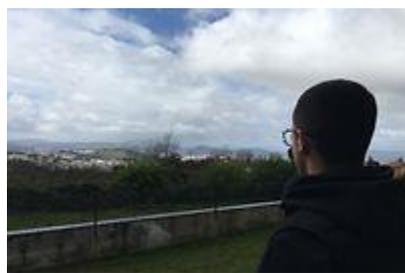
No parecer, lembra a jurista, a CCDH recomenda o envolvimento de outros atores sociais, que têm "a experiência e os conhecimentos necessários quando se trata de trabalhar com população vulnerável", na concretização prática da medida quando esta passar a ser aplicada no terreno. "Acreditamos que a sua presença poderia não só ajudar a desarmar situações

potencialmente complicadas, mas também fornecer apoios valiosos e concretos às pessoas que serão visadas pela medida".

Anamarija Tunjic insiste que é importante o governo "concentrar-se na prevenção e assistência, em vez de recorrer cada vez mais à repressão".

CSV quis ir mais longe

O projeto de lei ainda não foi votado e o Ministério da Segurança deverá propor emendas à proposta inicial, considerando as questões e críticas levantadas por diversos organismos.



Toxicodependência. A última oportunidade para ganhar uma vida

No entanto, houve também já algumas recusas. De acordo com a informação publicada no dia 21 deste mês, no site da Câmara de Deputados, o CSV quis um "Platzverweis" mais generalizado, considerando que o projeto atual não vai suficientemente longe.

O deputado Léon Gloden apresentou uma emenda parlamentar que defendia que a medida não fosse limitada à entrada ou saída de edifícios acessíveis ao público e que permitisse à polícia intervir quando as pessoas tivessem, por exemplo, entrado num edifício privado, ou seja, numa área "não acessível ao público". Além disso, o CSV pretendia ainda que a proposta contemplasse a possibilidade de levar os infratores para a esquadra de polícia em caso de reincidência.

Estas emendas foram rejeitadas pelo ministro Henri Kox e pela maioria dos deputados.

Source : <https://www.wort.lu/pt/sociedade/criminalizar-a-miseria-projeto-de-lei-quer-retirar-sem-abrigo-das-entradas-dos-predios-62bca58cde135b9236e26f43>